



Afrique : les risques de déstabilisation et de terrorisme

Dysfonctionnement de l'Etat et échecs sur les plans économique et démographique constituent le terreau du terrorisme dans la bande centrale de l'Afrique. Son éradication passe par le traitement de la démographie et de l'éducation nationale, la réforme des armées et l'aide aux forces de sécurité.

Nicolas Normand, ancien ambassadeur au Mali (2002-2006), au Congo (2006-2009) et au Sénégal (2010-2013), l'a expliqué lors d'une conférence-débat organisée, le 12 juin 2019 à Paris, par l'Association des auditeurs IHEDN région Paris Ile-de-France.

Croissance hétérogène. La contribution de l'Afrique sub-saharienne au produit intérieur brut (PIB) mondial par habitant est passée de 0 %, entre les indépendances (1960) et la fin du XX^{ème} siècle, à 5 % entre 2000 et 2015. Après

la stagnation de 2016, la reprise économique moyenne s'établit à 3-3,5 % par an avec une croissance démographique de 2,5 %. Toutefois, 40 % de sa population ne dispose que de 1,9 \$ par personne et par jour, seuil de pauvreté selon les normes de l'ONU. L'ambassadeur attribue ce réveil économique à l'annulation de la dette, l'essor du numérique, l'arrivée des investissements chinois, la progression de la scolarisation, un grand pas vers l'égalité des femmes et la diminution de la conflictualité entre 1990 et 2010 mais qui repart en 2013. Cependant, seulement une dizaine de pays allient croissance et développement, tandis que les autres connaissent une situation fragile, voire chaotique. Les importations se montent à 40M\$/an pour la nourriture et à 15 Mds\$ pour les biens. Négative jusqu'en 2010, la balance commerciale a provoqué un endettement croissant dans les secteurs public (budgets) et privé (taux d'intérêt de 7 %). A titre d'exemple, au Nigeria, la dette représente 60 % du budget de l'Etat et l'assiette fiscale moins de 15 % du PIB, contre 35 % pour la moyenne mondiale, et une hausse de 1 % de la fiscalité correspondrait à l'aide au développement. Environ 30 à 40 % des investissements étrangers vont en Asie, 20 % vers l'Amérique latine et seulement 3 % vers l'Afrique sub-saharienne, en raison de l'insécurité juridique et du manque d'infrastructures, notamment pour le réseau électrique. Ainsi, 55 % de la population n'a pas accès à l'électricité et à peine 15 % en a suffisamment.

Démographie et éducation. D'ici à 2050, la population de l'Afrique sub-saharienne devrait augmenter de 160 % pour atteindre 1 milliard d'habitants. Selon les estimations de l'ONU, le nombre d'enfants par femme, actuellement de 5, devrait tomber à 2 en 2100. Dans tous les pays asiatiques, la baisse de la natalité et l'effort sur l'éducation a permis leur décollage économique, rappelle l'ambassadeur. Or en Afrique, un enfant sur trois arrive en fin du cycle primaire, alors que 22 % des jeunes Européens obtiennent un diplôme d'enseignement secondaire. S'y ajoutent les handicaps de l'éducation insuffisante des filles et des mariages précoces dans de nombreux pays d'Afrique. Seuls le Ghana, l'Ethiopie, le Kenya et l'Afrique du Sud maîtrisent leur éducation nationale. Ailleurs, en zone urbaine, celle-ci se trouve concurrencée par les écoles coraniques aux idéologies anti-modernisme, anti-occidentale et anti-démocratique. L'Afrique sub-saharienne ne produit que 2 % de la valeur des biens manufacturés dans le monde, en raison de l'enclavement de certains pays, d'une compétitivité très faible, d'une électrification et d'infrastructures déficientes, d'une formation professionnelle limitée et d'une baisse de natalité trop lente. Chaque année, le marché du travail doit absorber 30 millions de jeunes dont la plupart ne trouve pas d'emploi, facteur

supplémentaire d'insécurité.

Carences étatiques. L'aide au développement s'est concentrée sur la santé et divers projets, sans s'interroger sur les causes du sous-développement, souligne l'ambassadeur. La construction des routes ou du métro par des entreprises et personnels étrangers déresponsabilisent les autorités locales et les discréditent auprès des populations. La police et les armées ont été négligées et sont mal payées, faute d'une fiscalité efficace. Présence étatique limitée en zone rurale et mauvais fonctionnement de la justice créent un terreau propice à des désordres. Dans certains pays, l'Etat a dissous les autorités traditionnelles et délégué le maintien de l'ordre à des milices armées rurales pour régler les conflits entre nomades pasteurs et agriculteurs sédentaires, notamment pendant les périodes de sécheresse.

Djihadisme. En Afrique sub-saharienne, le terrorisme chrétien a déjà tué 100.000 personnes, soit plus que les djihadistes après 2000, indique l'ambassadeur. Selon le Programme des nations unies pour le développement, une répression étatique violente favorise le djihadisme, notamment au Nigeria où le salafisme « quiétiste » (cheminement spirituel) est devenu « djihadiste » avec Boko Haram. Le djihadisme suscite des adhésions car il propose un projet de civilisation, gère les besoins de justice et favorise les pasteurs. Dans le Nord-Mali, s'affrontent des groupes armés répartis en trois catégories aux frontières poreuses, où se mêlent lutte des castes et compétition pour le narcotrafic : Coordination des mouvements de l'Azawad, Touaregs sécessionnistes mais signataires des accords de paix d'Alger avec le gouvernement malien à l'issue de l'opération « Serval » ; groupes armés pro-gouvernementaux, également signataires ; djihadistes, répartis entre le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans et l'Etat islamique, non signataires. Alors que la population penche plutôt du côté des djihadistes, l'opération « Barkhane », qui a succédé à « Serval », s'est associée aux milices. Le djihadisme, parti du Mali, s'est étendu notamment en République centrafricaine et en République démocratique du Congo, mais a disparu de l'Ouganda. La Mauritanie a procédé avec succès à la « déradicalisation » en plaçant des imams auprès de prisonniers djihadistes. Sur 60 détenus, un seul a repris le maquis après sa libération ! La solution, à terme, repose sur la réconciliation à partir du renoncement au djihadisme, à condition de négocier en position de force avec les djihadistes, conclut l'ambassadeur.

Loïc Salmon

Le nombre de morts dans les combats est passé de 607 en 2012 à 2.829 en 2018 dans les pays du G5 Sahel (Mali, Niger, Tchad, Burkina Faso et Mauritanie). En 2018, le terrorisme sévit dans les pays les moins avancés (PMA), à savoir le Mali, le Niger et la Somalie, mais aussi au Nigeria, pourtant plus développé. En outre, guerre civile et exactions de groupes armés continuent au Soudan, au Soudan du Sud, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo et au Mozambique. Quoique classés PMA, Mauritanie, Guinée, Sierra Leone, Liberia, Bénin, Togo, Angola, Zambie et Madagascar échappent à ces fléaux. Sont aussi épargnés des pays plus développés, à savoir le Cameroun, le Gabon, le Congo, le Kenya, la Namibie, le Botswana, le Zimbabwe et l’Afrique du Sud. Y échappent également le Sénégal (PMA), la Côte d’Ivoire, le Ghana, l’Ethiopie (PMA) et la Tanzanie (PMA), tous classés parmi les dix premiers pays du monde à forte croissance économique.

[Afrique : zone sahélienne sous tension et résolution de crises](#)

[Afrique : fraude et corruption des agents publics, des fléaux difficiles à éradiquer](#)

[Afrique : les armées et leur implication dans la politique](#)